



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Menaces contre des fonctionnaires du ministère de l'environnement

Question au Gouvernement n° 664

Texte de la question

MENACES CONTRE DES FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Mme la présidente . La parole est à Mme Lisa Belluco.

Mme Lisa Belluco . Monsieur le ministre de l'intérieur, la chasse aux sorcières et les appels au meurtre vont-ils durer encore longtemps en toute impunité ? Depuis des mois, un discours populiste gangrène notre pays. Il fait passer les personnes qui travaillent dans le secteur de l'environnement pour les responsables de tous les maux. La crise agricole serait de leur seule et unique faute.

M. Alexandre Dufosset . C'est de la vôtre !

Mme Lisa Belluco . Le but de la manœuvre : masquer l'inaction environnementale et, surtout, que rien ne change. Comment ? En visant les travailleuses et les travailleurs engagés dans la transition environnementale, qu'il est pourtant aujourd'hui vital de mener. Une stratégie vue et revue du bouc émissaire, approuvée par le gouvernement, bien sûr, avec un premier ministre qui considère que le monde agricole est humilié par les agents de l'OFB, et des inspectrices et des inspecteurs de l'environnement que M. Wauquiez, usant de manœuvres basement électoralistes, a jetés en pâture dans un courrier malsain au possible.

La conséquence : un sentiment d'impunité totale. En Loire-Atlantique, l'ancien président de la chambre d'agriculture et de la FDSEA 44 s'en est ainsi violemment pris à une technicienne qui inventoriait des zones humides : « Les personnes comme toi mériteraient d'être égorgées. »

Mme Cyrielle Chatelain . Vous vous rendez compte ?

Mme Lisa Belluco . Ce sont ses mots. Sans mesurer la gravité des faits, il s'en prend à l'écologie et aux bureaux d'études, qu'il assimile, dans un formidable amalgame, à des structures militantes.

M. Julien Odoul et M. Matthias Renault . C'est vrai !

Mme Lisa Belluco . Toujours dans le même département, une technicienne d'un syndicat de bassin versant s'est, elle aussi, fait menacer explicitement alors qu'elle était chargée de l'entretien d'un cours d'eau. Je cite encore : « Les fonctionnaires, faudrait les buter. » Désormais, il devient dangereux pour ces salariés et ces agents publics de faire leur travail. Ils craignent pour leur vie.

Monsieur le ministre, pour faire cesser ces violences, pour que disparaisse le sentiment d'impunité, condamnerez-vous ces actes ? Veillerez-vous à ce que cette fraction violente du monde agricole respecte enfin les lois et les personnes ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et SOC. – M. Édouard Bénard)*

applaudit également.)

Un député du groupe RN . Mangez du comté !

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire . Il n'y a pas de sentiment d'impunité chez les uns ou chez les autres, et vous n'avez pas le droit de présenter les agriculteurs sous le jour où vous venez de les dépeindre, c'est-à-dire comme des violents et des irresponsables. (*Applaudissements* sur les bancs des groupes RN, DR, HOR et UDR et sur quelques bancs des groupes EPR et Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe EcoS.) Vous n'avez pas le droit de généraliser un jugement en l'étendant à une profession si souvent et si injustement mise en cause !

Cela étant, il n'est pas admissible que de tels propos soient tenus par quiconque, et je les condamne avec la plus grande fermeté : les agents de l'État, qu'ils soient des fonctionnaires ou des agents de l'Office de la biodiversité, doivent pouvoir exercer leur métier dans des conditions normales de respect et je condamne les propos que vous rapportez, pour autant qu'ils aient été tenus.

M. Alexis Corbière . C'est scandaleux de dire ça !

Mme Christine Arrighi et Mme Sandrine Rousseau . Il aurait fallu commencer par là !

Mme Annie Genevard, ministre . Néanmoins, il faut aussi considérer que le monde agricole est aujourd'hui sous la pression extrême...

Mme Sandrine Rousseaudu réchauffement climatique !

Mme Annie Genevard, ministrede jugements parfois très dégradants de la part d'organisations à l'idéologie extrémiste, qui ne reconnaissent pas le travail des agriculteurs. (*Applaudissements* sur les bancs des groupes RN, DR, HOR et UDR ainsi que sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.) J'en veux pour preuve les déclarations irresponsables qui ont été tenues, par exemple, à l'égard d'une filière absolument exemplaire comme celle du comté. (Mêmes mouvements.)

J'ajoute que l'attitude à l'égard de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur, c'est-à-dire l'obstruction parlementaire, est de nature à alimenter cette violence que je veux combattre... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de Mme la ministre. – Les députés du groupe DR applaudissent cette dernière.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme Lisa Belluco.

Mme Lisa Belluco . Je trouve formidable votre capacité à défendre une minorité violente du monde agricole avant même de condamner les propos tenus envers des fonctionnaires de la République ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Lisa Belluco](#)

Circonscription : Vienne (1^{re} circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 664

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Agriculture, souveraineté alimentaire

Ministère attributaire : Agriculture, souveraineté alimentaire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2025